



Distr.: Limitée
27 juillet 1999
Français
Original: Anglais

TROISIÈME CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR L'EXPLORATION ET LES UTILISATIONS PACIFIQUES DE L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHÉRIQUE

Vienne
19-30 juillet 1999
Commission I
Point 12 de l'ordre du jour
Promotion de la coopération internationale

Forum technique

Conclusions et propositions de l'Atelier de l'Institut international de droit spatial (IIDS) sur le droit spatial au XXI^e siècle

I. Introduction

1. L'Atelier sur le droit spatial au XXI^e siècle, organisé par l'Institut international de droit spatial, a noté que le Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes (résolution 2222 (XXI) de l'Assemblée générale, annexe, du 19 décembre 1966) et les autres instruments internationaux qui s'en sont inspirés ont permis de relever le défi qui consistait à créer un cadre juridique pour l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, et qu'ils ont par là même préservé l'environnement spatial au profit de l'humanité. Toutefois, en raison des grandes évolutions actuelles qui caractérisent les activités spatiales, il est nécessaire de développer encore ce cadre, tout en protégeant ce que la communauté internationale a acquis.
2. L'Atelier a aussi noté que le Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, qui sert de cadre normatif au sein de l'Organisation des Nations Unies, occupait désormais une place exceptionnelle pour examiner à titre préliminaire les questions relatives au droit spatial. Ces questions pourraient donc être traitées avec souplesse par le Sous-Comité juridique, sous réserve de la décision du Comité et de l'Assemblée générale quant au moment de leur inscription à l'ordre du jour du Sous-Comité.
3. L'Atelier a proposé les recommandations ci-après.

II. Conclusions et propositions

4. Le développement rapide des activités privées dans le cadre de l'espace extra-atmosphérique appelle l'examen de nombreux aspects du droit spatial en vigueur, en ce qui concerne en particulier:
 - a) Les services des applications spatiales, qui donnent lieu à des questions de responsabilité, d'obligation redditionnelle et de compétence qui ne sont pas actuellement visées par le droit spatial;

- b) Les répercussions de la commercialisation et de la privatisation des activités spatiales sur les aspects des services publics y relatifs;
- c) Les questions liées aux droits de propriété intellectuelle et au transfert de technologie qui peuvent nécessiter un traitement spécial pour assurer dans la pratique leur uniformité à l'échelle mondiale;
- d) La protection des droits des investisseurs pour ce qui a trait aux objets spatiaux, qui peut exiger l'adoption d'approches entièrement nouvelles pour être efficace et applicable;
- e) La nationalité des engins spatiaux;
- f) La protection de l'environnement, là où les entités privées n'ont actuellement aucune responsabilité redditionnelle directe.

Il est recommandé qu'un nouveau paragraphe 319 *bis* soit ajouté au projet de rapport de la troisième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (A/CONF.184/3 et Corr. 2), comme suit:

“319 *bis*. Les États Membres de l'Organisation des Nations Unies devraient engager un débat sur les nouveaux problèmes juridiques pertinents pour chercher à les résoudre, et en particulier reconnaître la nécessité d'envisager d'élargir le rôle de l'entreprise privée lorsqu'ils promulguent de nouvelles lois. S'agissant de la protection de l'environnement, l'établissement de normes de lancement et la réalisation d'études d'impact sur l'environnement devraient être examinés. Les institutions spécialisées devraient envisager de formuler des normes et des pratiques recommandées ainsi que des modèles de partenariats entre les secteurs public et privé dans les domaines respectifs de leurs activités spatiales. Le concept de service public et ses diverses manifestations devraient être encore affinés en accordant une attention particulière à l'intérêt du public en général et aux besoins des pays en développement. Les principes qui régissent les pratiques commerciales équitables devraient être renforcés. Une attention devrait être accordée aux divers aspects des questions de responsabilité redditionnelle et de propriété en vue de parvenir à un cadre mondial cohérent. Les organisations internationales compétentes devraient organiser des forums conjoints efficaces et bien ciblés.”

5. À mesure que se développe l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, il s'avère que nombre des ressources disponibles (orbites, fréquences, accès aux infrastructures au sol, etc.) ne sont plus illimitées. C'est pourquoi il faudrait appréhender ces ressources en s'appuyant sur des structures cohérentes de gestion des ressources mondiales. Dans ce domaine, l'intérêt du public en général peut être principalement sauvegardé par les institutions publiques. On constate qu'il existe actuellement un problème de coordination dans ce domaine. Il est recommandé d'ajouter au projet de rapport un paragraphe 319 *ter* libellé comme suit:

“319 *ter*. Les États Membres de l'Organisation des Nations Unies devraient envisager d'éventuels cadres de coordination pour la gestion des ressources mondiales liées à l'espace. Ces travaux devraient être axés sur les besoins des activités spatiales, les conflits qu'elles peuvent susciter, leurs limites naturelles, leur valeur, leur coût et leur privatisation croissante. Les organisations internationales participant aux activités spatiales devraient veiller à coordonner sans tarder leurs travaux. Il convient d'adopter pour le moins un code de conduite sur les débris spatiaux. À cette fin, les travaux antérieurs dans ce domaine pourraient être pris en compte pour en dégager d'éventuels modèles. Le Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et le Sous-Comité scientifique et technique devraient aborder la question sans retard. La formulation d'un régime juridique concernant les orbites terrestres basses devrait être envisagée compte tenu des modifications récentes apportées à la Convention de l'UIT concernant la situation de ces orbites en tant que ressources naturelles limitées. La question de la propriété concernant les engins spatiaux devrait être abordée promptement, par

exemple par le biais d'un inventaire international associé au registre des objets spatiaux conservé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. L'Assemblée générale des Nations Unies devrait encourager les États Membres à adhérer à la Convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique (résolution 3235 (XXIX) de l'Assemblée générale, annexe, du 12 novembre 1974). Dans le cadre du rôle des organisations internationales, la question relative aux droits des consommateurs devrait être examinée. L'Assemblée générale, par le truchement du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et/ou dans le cadre de réunions spéciales convoquées à cette fin, devrait envisager prochainement la meilleure façon de coordonner la demande croissante dont les ressources mondiales font l'objet en raison du développement des activités spatiales tant gouvernementales que non gouvernementales."

6. Le développement continu des activités spatiales appelle la solution d'un nombre croissant de problèmes. Les activités spatiales sont de plus en plus tributaires du droit économique international, en pleine expansion, qui estompe la frontière entre droit privé et droit public et qui exige le respect de plus en plus strict de normes et pratiques recommandées. Dans ce contexte, il est important de disposer de mécanismes de règlement des différends qui permettent d'appliquer les principes du droit spatial en temps voulu et avec souplesse. Il est recommandé d'ajouter au projet de rapport un paragraphe 319 *quater* libellé comme suit:

"319 *quater*. L'Assemblée générale des Nations Unies devrait envisager la mise au point de mécanismes efficaces de règlement des différends qui résultent de la commercialisation de l'espace. Ces mécanismes devraient tenir compte des règles d'arbitrage appliquées au niveau international pour régler les différends."

7. La croissance de certains domaines comme les services commerciaux de télédétection, la complexité des activités commerciales, les incidences sur la coopération internationale ainsi que les applications industrielles et scientifiques des services exigent qu'on envisage des règlements appropriés. Certains pays commencent à restreindre l'accès aux données. Il est recommandé d'ajouter au projet de rapport un paragraphe 321 *bis* libellé comme suit:

"321 *bis*. Le Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique de l'Organisation des Nations Unies devrait entreprendre la rédaction d'un traité relatif à la télédétection en se fondant sur les Principes sur la télédétection (résolution 41/65 de l'Assemblée générale, annexe, du 3 décembre 1986), en tenant tout particulièrement compte de la croissance marquée des services commerciaux de télédétection et en préservant le principe de l'accès non discriminatoire aux données."

8. Beaucoup de nouvelles questions sont influencées par le progrès rapide des sciences et des techniques de l'espace. Le droit spatial devrait s'appuyer sur une fondation scientifique et technique solide pour que les textes soient formulés en termes juridiques corrects. Des échanges entre les experts scientifiques et les juristes renforceront la valeur du droit spatial. Il est recommandé d'ajouter au projet de rapport un paragraphe 321 *ter* libellé comme suit:

"321 *ter*. Le Sous-Comité juridique et le Sous-Comité scientifique et technique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique devraient, en général, se réunir simultanément pour que leur interaction puisse être renforcée."

9. Les systèmes mondiaux de navigation par satellite constituent une des nouvelles activités spatiales qui présente les défis les plus sérieux. Il est recommandé d'ajouter un nouveau paragraphe 175 *ter* au projet de rapport, comme suit:

"175 *bis*. Les recommandations figurant aux paragraphes 319 *bis*, 319 *ter*, 319 *quater*, 321 *bis* et 321 *ter* devraient s'appliquer, dans la mesure où ils s'y rapportent, aux systèmes mondiaux de navigation par satellite."

III. Observation finale

10. Les travaux de l'Atelier relatif au droit spatial au XXI^e siècle devraient être pris en compte pour préciser les questions et recommandations mentionnées ci-dessus.
-